

DROIT A LA VIE

TDD - BP 167 - 92805 PUTEAUX CEDEX - FRANCE

SOMMAIRE

La pilule du lendemain est abortive	2
La pilule provoque le cancer du sein	2
La politique nazie de l'Union Européenne	3
Le réchauffement de l'écolo-fascisme	4
La chiraquisation des esprits	6
Une saison pour guérir	7
Le terrorisme à visage humain	8

Des articles, des publications supplémentaires et des brochures sont de plus disponibles sur Internet en <http://www.trdd.org>

"Je ne cherche pas à comprendre pour croire, mais je crois pour comprendre. Car, je crois aussi que je ne pourrais comprendre si je ne croyais pas." St Anselme de Cantorbéry, 1033-1109

Nous avons commencé en 1999 à publier des documents qui prouvent que la contraception chimique a des effets abortifs. Cette information n'avait alors pas une grande audience. On en retrouve des traces depuis les années 1960, mais peu d'organisations pro-vie avaient choisi d'en parler, préférant se concentrer sur la question de l'avortement instrumental. Leur raisonnement, comme le nôtre auparavant, était celui-ci : il serait plus facile et donc plus efficace de faire comprendre le mal qu'est l'avortement parce que c'est sanglant et que l'enfant a déjà figure humaine ; pour la contraception et les manipulations embryonnaires, ce serait plus difficile à expliquer parce que l'on ne voit pas ce qui s'y passe. Il se trouve que ce raisonnement est erroné pour les motifs suivants :

◆ La perception qu'ont les gens de la réalité dépend de leur vision du monde et de la providence de Dieu. Lorsqu'ils partent d'un point de vue humaniste — par opposition à chrétien — alors toute référence à une notion de bien et de mal, aux lois divines et humaines, n'a en fin de compte aucun sens. Le seul terrain commun de communication ne reposant donc que sur une faille de leur humanisme : le reste d'influence du christianisme chez eux.

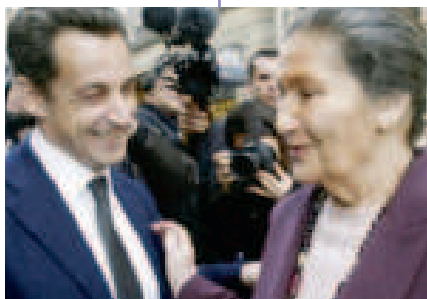
◆ L'expérience nous a montré aussi que l'évidence ne suffit jamais pour amener un incroyant à changer d'avis ou de comportement. Nous autres êtres humains sommes corrompus de naissance, y compris dans notre intelligence. La grâce et la providence de Dieu sont indispensables pour opérer ce changement, pour un retour à la foi qui permettra d'appréhender enfin la réalité correctement. Car comme le disait St Anselme : *«Je sais bien, Seigneur et je t'en rends grâce, que tu as créé en moi ton image pour que je me souvienne de toi, pour que je pense à toi, pour que je t'aime ; mais elle est tellement effacée par l'attrition des vices, tellement obscurcie par la fumée des péchés, qu'elle ne peut pas remplir son but, si tu ne la renouvelles et ne la reformes. Je ne tente pas, Seigneur, de pénétrer ta Hauteur, car nullement je n'y compare mon intelligence, mais je désire entrevoir ta vérité, que croit et aime mon cœur. Et je ne cherche pas à comprendre pour croire, mais je crois pour comprendre. Car, je crois aussi que je ne pourrais comprendre si je ne croyais pas.»*

Certains pensent que le refus de la contraception chimique est une spécificité du catholicisme romain. C'est en tout ce que la presse ordinaire raconte, mais cela n'est pas exact : le refus de la contraception chimique est commun à toutes les confessions chrétiennes. Nous avons donc choisi d'aborder le combat pro-vie sous ce nouvel angle :

◆ En liant l'avortement et la contraception, parce que la contraception, par la mentalité qu'elle encourage et par ses aspects abortifs est un cheval de Troie. Lorsqu'elle pénètre chez les Chrétiens, elle les déchristianise et les élimine. C'est sa fonction première. Nous pouvons bien dénoncer toutes les manipulations qui ont amené et amènent encore à légaliser le

meurtre prénatal, mais si nous ne débarrassons pas les églises du cheval de Troie de la contraception, la bataille serait perdue.

◆ En liant l'avortement et la philosophie séculariste qui se manifeste dans une mentalité relativiste et dans une propension à l'étatisme (qu'il soit national ou supra-national comme dans l'UE et l'ONU). Cette philosophie a déjà produit différentes sortes de socialismes qui ont déjà massacré des millions de personnes. Elle continue dans une forme de "terrorisme à visage humain" qu'analyse très bien Mgr Schooyans (voir notre article en p.8).



Rupture ? Vous avez dit rupture ?

Nous sommes de moins en moins seuls à procéder ainsi. Par exemple, la "Pro-Life Action League", une organisation américaine avec laquelle nous travaillons depuis de nombreuses années et qui a développé et mis au point une grande partie de l'activisme pro-vie outre Atlantique vient d'organiser en septembre 2006 une conférence intitulée *"La contraception n'est pas la*

*réponse"*¹. Le but de cette conférence était d'exposer le mythe selon lequel la contraception chimique serait bonne pour la société et réduirait le nombre des avortements. Les pro-avortements sont assez inquiets² de ce développement, et avec raison : ils savent comme nous que tout l'édifice — et les revenus — de la promiscuité sexuelle, de la perversion et de l'avortement reposent sur le fondement de la contraception.

Le nouveau livre de Mgr Schooyans (*Le terrorisme à visage humain*) apporte aussi beaucoup car il met en avant les aspects abortifs de la contraception et souligne leur importance.

Ce bulletin rapporte aussi la contribution de John Wilks qui répond à ceux qui voudraient faire croire que la contraception chimique ne serait pas abortive.

Nous présentons aussi un nouveau document que nous avons traduit et publié en Français sur notre site Internet ; cette méta-étude établit de façon claire que la contraception hormonale facilite bien le cancer du sein, contrairement à ce que raconte la presse dite féminine, qui cherche avant tout à plaire aux marchands de pilules. Pour finir, ce bulletin ne pouvait pas rester silencieux sur les élections importantes qui viennent d'agiter la France. Leurs résultats soulèvent deux risques majeurs : d'une part la montée en puissance du fascisme écologiste et d'autre part la relance de la pseudo-constitution européenne, alors que l'UE manifeste de plus en plus sa politique eugéniste et liberticide. C'est pourquoi nous publions des articles sur ces deux risques ainsi que sur la "chiraquisation" des esprits. ■

1. Voir www.proliferation.org/home/2006/cinta3.htm

2. Voir www.rhrealitycheck.org/blog/tag/cinta et www.proliferation.org/press/2006/1023.htm

La pilule du lendemain est abortive

La pilule du lendemain est bien abortive, nous l'avons expliqué depuis 2002, notamment en traduisant et en publiant la méta-étude *"L'effet post-fécondation de la contraception d'urgence hormonale"*¹ faite par les docteurs Kahlenborn, Stanford et Larimore (mars 2002). Leur démonstration des effets abortifs des pilules du lendemain (qu'elles soient oestro-progestatives ou uniquement à base de progestatifs, comme le Norlevo) est suffisante et n'a pas été contestée de manière sérieuse, c'est à dire avec des arguments solides qui la réfuterait. Le fabricant lui-même admet la possibilité d'un effet abortif : "plusieurs mécanismes pourraient être en jeu : altération de l'ovulation, ou modification du tissu utérin."

On a pu assister par contre à plusieurs contestations légères ou insuffisantes : Quelques médecins proches de mouvements pro-vie ont nié que la pilule du lendemain Norlevo était abortive, parce que d'après eux, les effets antinidatoires du Norlevo (progestative à base de lévonorgestrel) n'étaient pas démontrés, et qu'il y aurait un problème de synchronisation : il leur paraissait donc extrêmement improbable que le produit puisse avoir un effet abortif. Ces affirmations n'étaient pas étayées par des études ni des recherches cliniques, et ces médecins n'ont pas pris la

peine d'étudier la méta-étude de Kahlenborn et al. afin d'au moins tenter de la réfuter point par point.

Pratiquement en même temps, le même genre d'argument apparaissait dans une publication militante pro-avortement (IPPF Medical Bulletin, déc. 2002), signés par le Dr Croxatto de l'«Institut Chilien de Médecine Reproductive».

Il a de la suite dans les idées puisqu'il vient de participer à une "étude pilote sur l'efficacité de la contraception d'urgence au lévonorgestrel pré- et post-ovulatoire" publiée dans "Contraception"². Cependant l'obstination ne remplace pas le travail ni la méthode. Voici ce qu'en dit John Wilks, pharmacien spécialiste de cette question :

❶ Cette étude pilote a travaillé sur un échantillon insuffisant, ce qui aboutit à un taux d'incertitude de 20%, bien au delà des 5% communément admis. Les auteurs ont d'ailleurs noté cette faiblesse de l'étude.

❷ Pour suivre le processus d'ovulation, cette étude n'a pas utilisé de méthode visuelle, comme l'échographie transvaginale ; elle n'a pas non plus fait de prises de sang après la prise du produit, pour des raisons de coût. Là aussi, les auteurs ont noté cette faiblesse de l'étude.

❸ Pour déterminer à quel moment le rapport "non protégé" avait eu lieu par rapport au moment de l'ovulation, ils n'ont

utilisé que les déclarations des femmes. Cette méthode d'obtention des données est reconnue dans tous les pays comme défectueuse et imprécise.

❹ Plusieurs des auteurs sont lourdement impliqués dans le business de l'avortement.

En fait, l'implication des auteurs dans le business de l'avortement les a amenés à chercher à démontrer que les pilules du lendemain n'étaient pas abortives, parce qu'une partie de leur clientèle y est sensible. Mais ils n'ont pas mis les moyens suffisants pour mener une étude sérieuse. Cela leur permet toutefois de dire qu'il y a une étude publiée dans une revue professionnelle et qui soutient leur thèse, et, comme ce sont de bons commerçants, ils éviteront de dire qu'elle n'est pas sérieuse : qui ira vérifier sur cette étude payante et rédigée en langage technique ?

Nos médecins "pro-vie" qui affirment légèrement la même chose ne seraient-ils pas dans un cas de figure identique : prescrivent-ils des contraceptions hormonales (elles aussi abortives) ? Nous-autres Français faisons beaucoup trop confiance aux médecins ! ■

1. Voir www.trdd.org/MAP_FR.HTM

2. "Effectiveness of levonorgestrel emergency contraception given before or after ovulation — a pilot study", Natalia Novikova, Edith Weisberg, Frank Z. Stanczyk, Horacio B. Croxatto, Ian S. Fraser, in *Contraception* n°75 (2007) 112-118

La pilule provoque le cancer du sein

Nous diffusons sur Internet la traduction d'une méta-analyse publiée dans le numéro d'octobre 2006 de Mayo Clinic Proceedings¹ et qui met en cause les contraceptifs oraux : ils font courir un risque sensiblement accru de cancer de sein aux femmes avant la ménopause, particulièrement chez les femmes qui les utilisent avant d'avoir un enfant.

Une méta-analyse se fonde sur de nombreuses études produisant des résultats comparables. L'auteur principal de cette méta-étude, le Dr Chris Kahlenborn (hôpital d'Altoona à Altoona en Pennsylvanie, USA) dit que malgré la pile impressionnante des études qui s'accumulent, beaucoup de femmes ignorent les

risques posés par utilisation de la contraception orale avant la grossesse.

C'est cet écart entre le risque et la conscience qu'en ont les patientes qui a incité le Dr. Kahlenborn à lancer cette méta-analyse. Elle a nécessité l'extraction de données de 34 études sur la relation entre l'utilisation de la contraception orale et le cancer de sein chez la femme préménopausée. Ces études se sont intéressées à des femmes avant la ménopause ou de moins de 50 ans et pour lesquelles il y avait dans la plupart des cas un diagnostic de cancer de sein après 1980.

Les résultats principaux de cette analyse soigneuse de cette littérature scientifique publiée de par le monde sont que des contraceptifs oraux sont liés d'une manière mesurable et statistiquement significative avec le cancer de sein chez la femme préménopausée. Cet accroissement du risque est de 44% chez les femmes ayant eu un enfant ou plus et qui ont pris des contraceptifs oraux avant leur première grossesse. L'étude confirme la classification récente des contraceptions orales comme carcinogènes de type 1 par le Centre International de Recherche sur le Cancer².

Ce sont des résultats bouleversants quant

on sait que 47 000 femmes développent tous les ans (aux USA) le cancer de sein avant la ménopause.

Selon Dr. Kahlenborn, l'extraction de données fiables depuis la littérature est une tâche extrêmement difficile parce qu'il n'y a pas deux études identiques. Cependant, la méta-analyse est un outil statistique valable qui permet d'identifier les relations et le risque potentiel. L'équipe de recherche a pris grand soin de présenter de manière claire comment les données ont été rassemblées et traitées, et elle considère comme bienvenues les opportunités de discussion ouverte et critique sur ce sujet important, par les professionnels comme par le public en général. En fait, les patients doivent savoir que l'utilisation continue de la contraception orale avant la grossesse augmente le risque d'une femme préménopausée de développer un cancer du sein, dit le Dr. Kahlenborn. Il pense que les médecins devraient mieux avertir leurs clientes des risques liés aux contraceptifs oraux et considère qu'il s'agit très clairement d'une affaire de "consentement informé." ■

2. Cette information de l'OMS se trouve en : <http://monographs.iarc.fr/ENG/Meetings/91-contraceptives.pdf>

1. Le Mayo Clinic Proceedings est une publication scientifique qui édite les articles originaux (et les revues de ces articles par les professionnels) dans les domaines de la médecine clinique et de laboratoire, de la recherche clinique, de la recherche fondamentale de la science et de l'épidémiologie clinique. Ce mensuel publié par la Fondation Mayo pour l'Éducation et la Recherche Médicales est un élément de son engagement pour la formation médicale des médecins. Ce journal est édité depuis plus de 80 ans et a un tirage de 130 000 exemplaires aux USA et dans le monde. Les articles sont accessibles en ligne sur www.mayoclinic-proceedings.com

Nous avons en 2005 soutenu le non lors du référendum sur la "constitution" européenne. Cette constitution tyrannique a échoué mais, malgré cela, l'Union Européenne continue de tenter d'imposer sa politique socialiste et abortiste. Plusieurs affaires significatives continuent de démontrer cette nocivité de l'Euroland, qui cherche à devenir un genre d'empire romain.

Contre la liberté d'instruction

L'Allemagne n'a pas été complètement dénazifiée. Elle applique encore des lois mise en place sous le 3ème Reich. L'obligation scolaire et donc l'interdiction de l'école à domicile en fait partie depuis 1938. Ainsi une quarantaine de familles chrétiennes sont actuellement persécutés par l'État allemand parce qu'elles préfèrent instruire elles-mêmes leurs enfants : elles subissent des amendes et le kidnapping de leurs enfants par l'État qui n'hésite pas à utiliser la répression psychiatrique, comme du temps de Hitler et Staline.

Une famille s'est pourvue en appel auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme qui, dans la décision Konrad vs Allemagne de septembre 2006 a donné raison à l'État allemand en déclarant que « les parents ne peuvent pas refuser le droit à l'éducation d'un enfant sur la base de leurs convictions » et en prétendant que ce droit à l'éducation « par sa nature même dépend de la réglementation de l'État ».

Cette malencontreuse décision de justice européenne conforte donc l'État allemand dans sa tyrannie et force ces familles à chercher un asile hors d'Allemagne. Elle représente aussi un danger pour les autres pays où la liberté d'enseignement est toujours fragile, comme en France.

Ainsi un rapport d'une commission d'enquête parlementaire relative à l'influence des "mouvements à caractère sectaire" et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs a été rendu le 19 décembre 2006. S'appuyant sur un seul cas particulier (Tabitha's Place), la commission proposait des mesures qui portent atteinte à la liberté de choix et à la liberté pédagogique de toutes les familles qui instruisent leurs enfants à domicile, en proposant de soumettre le choix de l'instruction en famille à l'autorisation de l'inspecteur d'académie, les raisons de ce choix pouvant se justifier « dans l'hypothèse de la maladie, d'un handicap de l'enfant, d'un déplacement de la famille et de tout autre motif réel et sérieux des parents ». La commission



Le parlement du Nicaragua, sous la pression des grands "démocrates" européens.

préconisait en outre d'imposer aux familles une inscription dans un établissement à distance public ou privé reconnu par l'État.

Cela s'est traduit par deux amendements d'une loi sur la "Protection de l'Enfance" proposés par Georges Fenech (UMP) et Philippe Vuilque (PS), qui ont heureusement échoué le 10 janvier dernier, grâce notamment à l'action du CLI (Collectif pour la Liberté d'Instruction)¹.

Faire avorter les nations pauvres

Le 26 octobre 2006, le Nicaragua a voté à l'unanimité une loi interdisant l'avortement. Mais avant le vote de cette loi pro-vie, l'Union Européenne a exercé des pressions pour arrêter la procédure parlementaire. Ces pressions sont illégales, car l'UE outrepassse ses prérogatives, c'est pourquoi elle nie lorsqu'elle est accusée. Il reste cependant des traces comme cette lettre² reçue par le président de l'Assemblée Nationale du Nicaragua, Eduardo Gomez, envoyée par un groupe d'ambassadeurs de "pays donateurs" (dont l'UE représentée par Francesca Mosca) qui demande que les restrictions à l'avortement soient assouplies. Parmi les signataires, on retrouve bien entendu les vieux pays socialo-eugénistes (Suède, Finlande, Canada, Norvège, Pays Bas, Danemark) et les agences de l'ONU (OMS, UNICEF, PNUD, FNUAP, FAO). Pour que tout le monde comprenne, Mme Mosca précisa à la presse locale qu'en réalité les pays développés menaçaient le Nicaragua de bloquer l'aide financière au développement s'il ne décriminalisait pas l'avortement. Le 27 octobre, un autre gnome du Secrétariat Général du Conseil des Ministres de l'UE menaça par fax l'am-

1. voir <http://www.lesenfantsdabord.org/articles.php?lng=fr&pg=458>

2. voir http://www.lifesite.net/ldn/2007_docs/UNEuCanadalettertoNicaragua.pdf

3. voir <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?Type=TA&Reference=P6-TA-2007-0167&language=FR>

bassadeur du Nicaragua à l'UE à Bruxelles : son pays serait désormais isolé de toutes les négociations internationales bilatérales à cause de la nouvelle loi pro-vie.

Le Ministre Fédéral allemand pour la coopération économique et le développement, Mme Heidemarie Wiecek-Zeul, qui représente les affaires étrangères au Conseil des Ministres de l'UE, a aussi ouvertement et officiellement menacé le Nicaragua : "La communauté internationale des pays donateurs a clairement exprimé au président Ortega qu'il y aurait des conséquences immé-

diates en termes de coopération au développement, si cette législation nationale n'était pas abrogée."

Supprimer la liberté d'expression

Le Parlement Européen a voté le 25 avril 2007 une résolution³ condamnant la Pologne pour une prétendue "homophobie" qui résulterait de "déclarations d'incitation à la haine" imputées au Premier Ministre polonais et à son Ministre de l'Instruction. De quoi s'agit-il en fait ? Ils ont dit que "promouvoir un style de vie homosexuel auprès des jeunes à l'école comme alternative à une vie normale va trop loin, et que ce genre d'initiatives doivent être stoppées dans les écoles." Le Parlement européen prétend que ce point de vue et que la législation correspondante seraient une violation des lois Européennes sur les droits de l'homme, ce qui est tout simplement faux.

Parallèlement de nombreux pays se mettent à faire des lois réprimant plus sévèrement des crimes selon le degré de "haine" de ceux qui les commettent, ce qui est parfaitement stupide, la loi pénale n'étant là que pour juger des faits matériels, ce qui n'est déjà pas simple. Ils cherchent en fait à empêcher l'expression d'opinions contraires à leur propagande étatiste et eugéniste, par la création d'un ensemble de délits d'opinion.

C'est d'ailleurs une directive européenne de 2000 qui avait amené en 2004 la création d'une agence de police de la pensée (la HALDE) en France. Les débats parlementaires que cela a suscité révèlent des perles insoupçonnées :

Patrick Bloche (PS) : "C'est la force de notre démocratie de refuser la logique non restrictive du 1er amendement (sur la liberté d'opinion) de la Constitution Américaine" ; et aussi Brigitte Barèges (UMP) pour qui il ne s'agit plus de "punir les vrais délits mais d'éradiquer la cause des délits..."

Seuls les tyrans qui se proposent pour des

Suite en page 7

Le réchauffement de l'écolo-fascisme

Les médias racontent que la terre serait menacée par un réchauffement planétaire qui serait dû à l'activité humaine, notamment par le rejet de dioxyde de carbone (CO₂) qui renforcerait l'effet de serre. Il s'agit du bobard actuellement à la mode, mais il vaut la peine d'étudier la question, car ceux qui ont lancé cette mode sont nos adversaires habituels, ceux-là même qui font la promotion de l'avortement et de la chimie aborto-contraceptive.

Les sommes d'argent dépensées dans cette vaste campagne de propagande sont extraordinaires et produisent un activisme très important, comme en témoignent les événements récents sur la dernière année rappelés ci-dessous. Nous avons affaire ici à une offensive de grande envergure, comparable à la grande campagne eugéniste lancée en 1968 par Paul Ehlich avec son livre "The Population Bomb" et le Club de Rome en 1972 avec "Halte à la Croissance". Ces prédictions alarmistes se sont avérées totalement fausses mais elles ont eu une influence destructrice considérable. La fable du réchauffement planétaire est tout aussi bancale sur le plan scientifique (sur la réalité des faits, sur leurs éventuelles conséquences, etc.), ce qui ne l'empêche pas d'induire des politiques dangereuses pour les populations et pour leur survie.

Bref historique récent

Juin 2006 : sortie du film catastrophe "Une Vérité qui Dérange", d'Al Gore (ex-candidat malheureux à la présidentielle US) Le film se présente comme un documentaire alors qu'il n'est qu'un amalgame de propagandes sans fondement scientifique sérieux. Al Gore y affirme, entre autres, que le "réchauffement" provoquerait une montée des eaux jusqu'à 6 mètres ! Clinton et la classe médiatique ainsi que le show-business abondent dans son sens.

Rapidement s'élèvent les voix de nombreux scientifiques (Richard Lindzen, Tim Ball, Bob Carter, Frederick Seitz, etc.) sur Internet et dans quelques journaux (Wall Street Journal, etc.)¹ Mais la télévision les ignore, cherchant ainsi à faire croire à la véracité de la thèse d'Al Gore selon laquelle le débat serait terminé, car toute la communauté scientifique serait convaincue !

Septembre 2006 : Claude Allègre, ex-ministre de la recherche, fait un article dans l'Express. Pour lui "Il existe des chan-

gements climatiques, mais il n'est pas prouvé qu'il y ait un réchauffement de la planète. Le concept même de température moyenne mondiale est sujet à caution. La glace fond en Arctique, pas en Antarctique. Ces phénomènes sont encore mal connus. De toute façon, les experts qui prétendent connaître le climat dans un siècle alors qu'ils ne savent pas quel temps il fera dans quatre jours ne sont pas sérieux. Il y a, dans cette affaire, beaucoup de propagande, de catastrophisme. Rappelons quelques vérités. Un : le mot consensus devrait être banni du vocabulaire scientifique. Deux : quand bien même il y aurait un changement climatique, il est loin d'être prouvé que l'homme en soit à l'origine. Trois : rien ne dit que les conséquences de ce changement soient néfastes pour l'humanité. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire, notamment contre la pollution atmosphérique."

Il subit alors une campagne de dénigrement qui va jusqu'à le traiter de "négationiste". L'indépendance vis à vis de la mode n'est pas politiquement correcte !

Octobre 2006 : sortie du film d'Al Gore en Français. Les grands médias français adoptent exactement le même comportement servile que la presse américaine et ignorent volontairement le débat. Il y a pourtant des scientifiques français, comme Marcel Leroux, professeur en climatologie à l'Université de Lyon III et directeur du Laboratoire de Climatologie, Risques et Environnement qui pensent qu'un réchauffement climatique n'est même pas démontré.

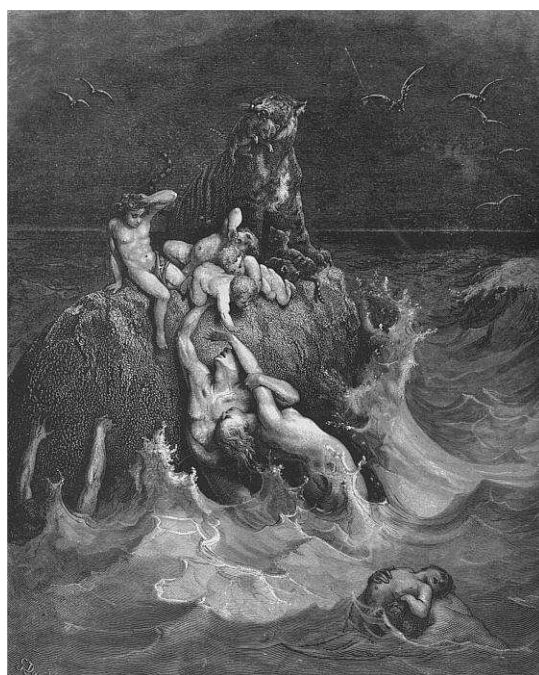
Novembre 2006 : conférence internationale sur le climat à Nairobi. Un pseudo expert de la Banque Mondiale prétend que le coût du réchauffement se monterait à 5500 milliards d'euros. Cette conférence réunit les signataires du protocole dit de Kyoto, afin de consolider ce dernier en insistant sur son principe de racket à prétexte écologique.

Nicolas Hulot lance son "pacte écologique" ; l'animateur télé propage la fable du réchauffement et propose 5 mesures politiques, dont des "taxes croissantes sur le carbone" et une intrusion supplémentaire de l'État dans des domaines qui ne sont pas les siens (agriculture, éducation, transports, industrie). Il réussit à faire signer son pacte à 15 candidats putatifs à

la présidentielle française, dont Sarkozy, Royal, Bayrou, Buffet, Miguet et Dupont-Aignan.

Janvier 2007 : le "forum économique mondial" de Davos rassemble le gratin de la politique et des grandes entreprises au plan mondial. Le "changement climatique" est à l'ordre du jour. Certains politiciens prétendent alors que le "réchauffement" aurait comme conséquences la transmission facilitée de maladies, une plus grande rareté de l'eau potable, une baisse de rendement des cultures et une dégradation des infrastructures³.

S'ensuivent des recommandations pour affronter ces prétendus risques, avec une



Le Déluge, de Gustave Doré. Le déluge a été provoqué par Dieu à cause de la grande méchanceté des hommes et non à cause du CO₂

demande accrue d'interventionnisme étatique. Une chose est sûre, la grande peur du réchauffement permettra de vendre cher une technologie dite propre : un bon business, sauf pour les clients.

Fin janvier 2007 : réunion à Paris du groupe de travail n°1 du GIEC (IPCC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). 500 "experts du climat" du monde entier, payés par leurs gouvernements et par des organisations internationales, se sont regroupés pour approuver le "résumé à l'intention des décideurs"⁴ du rapport 2007 du GIEC, lequel ne devrait être va-

1. Voir notamment www.canadafreepress.com/2006/harris061206.htm et <http://online.wsj.com/article/SB115127582141890238.html>
2. Voir la revue Fusion en www.revufusion.com/images/Art_095_36.pdf et www.revufusion.com/images/Art_998_6.pdf
3. Voir http://gaia.world-television.com/wef/worldeconomicforum_annualmeeting2007/default.aspx?sn=19392

lidé qu'en novembre 2007⁵. Ce résumé prétend affirmer avec moins d'incertitude de la réchauffement et le rôle des activités humaines dans l'augmentation des températures moyennes depuis le milieu du XX^{ème} siècle.

Février 2007 : Jacques Chirac organise une conférence pour une "gouvernance écologique mondiale" intitulée "Citoyens de la terre". Celle-ci a été organisée à l'initiative de l'État français dans la foulée de la publication du résumé sur l'évolution du climat mondial du GIEC. Chirac y croit dur comme fer et soutient une action mondiale de gestion de l'environnement sous l'égide de l'ONU. Cependant, le président tchèque Vaclav Klaus conteste le prétendu changement climatique et juge les activités des écolos plus dangereuses que le communisme.

Avril 2007 : un assemblage hétéroclite de libéraux (prétendument) protestants et de socialistes (prétendument) évangéliques (Christian Aid) lance lors d'une conférence internationale à Londres une campagne en faveur du protocole de Kyoto. Leur but est d'y impliquer les églises en leur faisant croire que les populations pauvres risquent de subir les conséquences des catastrophes naturelles induites par les changements climatiques ! Ils vont même jusqu'à exploiter la peur de l'immigration avec un rapport intitulé "*Marée humaine : la véritable crise migratoire*"⁶. Ce faisant, ils ne font que reprendre les thèses alarmistes délirantes des extrémistes écologistes.

Mai 2007 : Nicolas Sarkozy est élu président. Dans son premier discours il affirme sa foi dans le réchauffement planétaire. Il prétend même faire la leçon aux Américains sur le protocole de Kyoto ! Mais pour ce qui est de la taxe hulotienne sur le carbone, il s'en était heureusement déjà désengagé ; ce n'est peut-être que de la gesticulation médiatique, c'est ce que nous verrons à l'automne avec son "Grenelle" sur l'environnement. Mais déjà le Conseil Économique et Social français propose deux nouvelles taxes pour "lutter contre le réchauffement climatique".

Le 10 mai, Mgr Migliore, représentant du Vatican à l'ONU, a prononcé un discours devant le Conseil Économique et Social de l'ONU sur la question du changement clima-

tique ; il y considère comme acquise la thèse catastrophiste et encourage les états à "éduquer" les populations ! Il rejoint ainsi une frange de "chrétiens" libéraux apostats qui n'hésitent pas à s'associer avec les promoteurs de la dépopulation.

Juin 2007 : Le G8 se réunit en Allemagne et le "réchauffement climatique" est — encore — à l'ordre du jour, dans le but de prolonger le "protocole de Kyoto" au delà de 2012 et de faire pression sur les États-Unis, la Chine et tous les "mauvais élèves" du Tiers-Monde.

Les faits

Nous ne rentrerons pas dans le détail des arguments, par manque de place et parce que d'autres le font très bien.

Pour résumer : **l'existence-même d'un réchauffement et le rôle qu'y jouerait le CO₂ ne sont même pas prouvés.** C'est probablement pourquoi le vocabulaire change, on parle désormais plus volontiers de "changements climatiques". Les connaissances humaines sur le climat et ses variations sont embryonnaires et les prévisions fantaisistes.

Les "experts" du GIEC sont payés pour trouver une cause d'origine humaine à ce "réchauffement". Ils ne cherchent donc pas à étudier l'influence du soleil et de ses variations qui est bien plus importante. Leur "science" consiste à établir une corrélation entre l'activité humaine et la température. C'est un problème classique de probabilité : y a-t-il une corrélation entre le nombre d'ascenseurs et les accidents de la route ? En apparence oui, puisque les courbes se ressemblent ; en réalité non, puisqu'il n'y a pas de relation de cause à effet entre eux, mais qu'ils dépendent tous deux des progrès de la technique.

Contrairement à ce qu'affirment les médias, il n'y a pas de consensus scientifique⁷ sur la réalité du réchauffement, ni sur son origine humaine, ni sur ses éventuelles conséquences. Il y a au contraire un débat très riche et très vif. Et ce n'est pas la disparité des budgets ni la couverture médiatique qui établissent la connaissance scientifique réelle. Les médias évitent de parler de l'ancien président de la *National Academy of Sciences* (USA), Frederick Seitz, qui a lancé une pétition très étayée signée par plus de 17 000 scientifiques, dont 2 660 physiciens, géophysiciens, climatologues, météorolo-

gues, et océanographes⁸, remettant en question la thèse alarmiste.

Les acteurs et les enjeux

Le marketing de la peur organisé par la campagne sur le "changement climatique" répond à des intérêts que l'on peut résumer ainsi :

◆ l'intérêt politique consiste en l'augmentation du pouvoir de l'État et des structures para-étatiques (ONU, UE). Cela leur permet d'imposer de nouvelles réglementations, de nouvelles contraintes qui justifient alors l'extension de leurs coûteuses structures ainsi que de nouvelles taxes. Cela correspond à leur état d'esprit humaniste selon lequel l'homme serait un dieu tout-puissant, indépendant de Dieu. Leur méthode est manipulatrice : culpabiliser les populations pour les asservir et les spolier. Tout cela rentre dans la définition du fascisme.

◆ l'intérêt économique est multiforme : fabriquer et vendre des produits plus chers et/ou plus compliqués, freiner la concurrence des pays en voie de développement qui seront handicapés par les réglementations et la lourdeur des habilitations et des contraintes nouvelles. La mise en place de systèmes de recyclage réglementaire se heurte au fait que le recyclage systématique coûte plus qu'il ne rapporte ; l'intervention étatique dans ce domaine amène donc l'émergence une nouvelle classe d'entreprises parasitaires qui va bénéficier des subventions indispensables à toute activité déficitaire ; cela provoque aussi l'exclusion des pauvres des activités de récupération qui leur permettaient de se sortir de la misère. Un autre aspect économique très important concerne les "scientifiques", les bureaucrates et les journalistes qui s'engraissent sur la peur du "réchauffement" : ils ont trouvé là une source de financement abondante, ils ont donc tout intérêt à produire des conclusions qui perpétueront ce financement. Mais si ces "élites" trouvent dans cette affaire un moyen de s'enrichir, la grande majorité des populations subira un appauvrissement parce que les dépenses pharaoniques qui seront gaspillées contre les moulins à vents de l'effet de serre ne seront donc pas employées à de vrais investissements productifs. Ironiquement, ils appellent ce gaspillage du "développement durable" !

Suite en page 7

4. Visible en Français en www.umadev.com/mies/images/documents/AR4%20SPM%20GR1%20FR%2007-04-07.doc

5. Version en cours de rédaction en Anglais visible en <http://ipcc-wg1.ucar.edu/wg1/wg1-report.html>

6. Voir le rapport alarmiste de "Christian Aid" (www.christian-aid.org.uk/indepth/705caweekreport/human_tide.pdf), adepte de la "théologie" de la libération

7. La notion de "consensus" avancée par les pseudo-écologistes est une notion politique qui n'a aucune validité en matière de science. Du temps de Hitler il y avait bien un consensus international sur la validité de la "science" eugénique, alors qu'il s'agissait uniquement d'une idéologie politique ! Il y a maintenant de nombreux sites sérieux qui publient des arguments contre la théorie du "réchauffement". Voir par exemple : www.climat-sceptique.com, www.nrsp.com, www.pensee-unique.fr, www.nationalcenter.org/Kyoto.html, etc.

8. Voir www.institutmolinari.org/editos/20061031.htm et www.oism.org/pproject/s33p357.htm. La chaîne anglaise *Channel 4* a même produit un documentaire en réponse à la propagande d'Al Gore : "*The Great Global Warming Swindle*" visible en <http://video.google.co.uk/videoplay?docid=2332531355859226455&q=Global+Warming+swindle> et bientôt en DVD.

Depuis plusieurs années, *La Trêve de Dieu* soutient la Marche pour la Vie française qui commémore chaque année en janvier la date fatidique de la légalisation de l'avortement (avec le collectif «30 ans ça suffit !»). A cette occasion, nous avons diffusé un tract d'appel à la manifestation du 21 janvier 2007 où nous exprimions notre «volonté d'une véritable politique en faveur de la vie dès la conception et de l'abrogation des lois contraires à la vie».

Il y avait d'ailleurs eu un débat dans le collectif sur l'opportunité de demander l'abrogation de la loi d'avortement, car certains jeunes gens, proche de Mme Boutin, pensaient que ce n'était plus d'actualité et qu'il valait mieux se concentrer sur la souffrance des femmes et des «blessés de la vie».

Puis nous avons reçu des courriers, apparemment de manifestants. Voici un exemple représentatif du discours tenu dans ces courriers :

«(...) si nous voulons être entendus :

• *Je suis convaincu qu'il ne faut pas demander l'abrogation des lois qui dépenalisent l'avortement. Présentement, cela est trop ancré dans les moeurs. Il faut demander au moins l'application de la loi Veil dans sa teneur originelle :*

- *respect de la vie de l'embryon humain comme principe préalable numéro un,*
- *entretien sérieux et prolongé du couple avec les services médicaux pour examiner en profondeur les raisons du recours à l'avortement,*
- *autorisation dans des cas très graves... la loi ne peut contraindre personne à des comportements héroïques.*

Ce serait une première manière de valoriser la vie. Par contre, tout ce qui est dit dans le tract pour l'aide à la femme enceinte est très bien ("politique en faveur de la vie dès sa conception")

• *Il faut affirmer, oui, que l'avortement est un acte de nature meurtrière. Dès sa conception et après, l'embryon ou le foetus possède en lui-même, à l'intérieur de lui, tout le potentiel pour devenir un homme, et aucune cause naturelle extérieure ne viendra lui procurer — par la suite — un caractère humain qu'il n'aurait pas déjà. C'est vite dit et facile à comprendre avec les connaissances scientifiques actuelles. (...)*

• *Il faut donc mettre nos contemporains devant ce fait : si la loi autorise le meurtre, elle ne peut le faire que de façon exceptionnelle et pour des raisons extrêmement graves. Car la loi défend et protège la vie. C'est cela le climat qu'il faut retrouver, cet-*

te inspiration qui est à reconquérir... Mais cela ne sert à rien de demander l'abrogation de la loi autorisant l'avortement, sinon à provoquer refus et rejet. On vous rétorquera avec raison : voudriez-vous que les femmes risquent leur vie en se débrouillant seules, ou qu'elles aillent se faire avorter en Belgique ou en Angleterre...?»

Or ces arguments ne sont pas acceptables pour une association pro-vie. Il ne peuvent se comprendre que pour des candidats à une élection quelconque qui pensent que le plus important, c'est d'abord d'être élus.

En effet, un candidat politique cherche avant tout à rassembler des voix, et il cherche donc habituellement à masquer toutes les aspérités de son programme, en espérant tromper (séduire) l'électeur par sa coupe de cheveux, son fond de teint, sa dernière chirurgie plastique ou l'intonation de sa voix.

C'était la posture de M. Chirac qui se disait «personnellement opposé à l'avortement» tout en signant la loi. C'est un peu ce qu'avait fait Mme Boutin en mélangeant un programme socialiste avec une vague couleur pro-vie tout en voulant garder la loi Giscard-Chirac-Veil. C'est la position de M. Bayrou qui veut «agir seulement en conscience» et qui ne veut pas «imposer ses idées». C'est aussi ce qu'a fait M. Le Pen en renonçant à l'abrogation de cette loi criminelle pour la soumettre à un référendum cinq ans après, lequel n'aurait eu aucune chance de réussir.

Imaginer que des techniques de marketing puissent renverser les goûts d'un marché relève de la pensée magique : cela ne marche pas. Ainsi, ce genre de dilution apporte la défaite sur tous les plans : d'abord une défaite électorale car les électeurs pro-vie potentiels ne trouvant aucun candidat pro-vie choisissent alors sur d'autres thèmes, pendant que ceux qui ont diabolisé Boutin et Le Pen continuent à les haïr, ensuite une défaite intellectuelle car singer les thèses socialistes et environnementalistes revient à transformer leur inanité en crédibilité. Notre rôle en tant qu'associations pro-vie est de témoigner de la vérité, de proclamer :

◆ que la vie humaine a une dignité intrinsèque intangible et un droit à la vie accordé par Dieu, qu'aucune institution n'a le droit de mépriser,

◆ que tuer un innocent est inique, même si la victime est sans défense et sans

voix, même si l'agresseur est pauvre et soutenu par l'État, la presse et de nombreux électeurs,

◆ que la loi divine est au dessus des lois des peuples, des États et des traditions, et que cette loi sanctionne sévèrement et justement le meurtre,

◆ que l'État n'a donc pas le droit d'inverser cette loi divine, et que, parce qu'il outrepassa ses prérogatives, lui-même et la société sont sous le jugement de Dieu,

◆ que le changement vers le respect de la vie humaine demande d'abord un changement de mentalité de chacun, et pas seulement le remplacement d'une «élite» dirigeante.

En soi, ce genre de message n'a jamais été populaire, mais s'il est dilué il n'a plus aucun sens.

Expliquer que les femmes recourraient à l'avortement à cause d'un environnement défavorable revient à gommer leurs propres responsabilités et celles de leurs familles ; c'est faux et dévalorisant pour ces femmes : chacun est en réalité responsable de ce qu'il fait, et les femmes ne sont pas des sous-hommes au comportement infantile.

Quant à l'argument selon lequel des femmes risqueraient leur vie pour avorter de façon illégale, toute personne honnête qui se documente sérieusement sait bien qu'il est totalement bidon. Cet argument est mort, comme le seront bientôt ceux qui l'utilisent encore.

Le fait qu'il y a des gens qui refusent et rejettent la vérité ne doit pas nous conduire à les imiter dans l'enfouissement de la vérité ; rien ne peut véritablement leur être communiqué si cela ne leur chatouille pas les oreilles ; ils ont choisi l'illusion et non la réalité ; tant pis pour eux. Une plus jeune génération aura plus de facultés d'écoute, malgré l'endoctrinement subi dans les écoles du système.

Ainsi, dire que nous voulons l'abrogation de la loi d'avortement est bien le minimum de vérité que nous avons à dire.

Imaginez des pro-vie allemands en 1943 qui auraient dit : *le génocide des Juifs est un acte de nature meurtrière, mais il ne faut pas demander l'abrogation des ordonnances qui les visent, mais simplement ne les appliquer que dans les cas graves. Il faut créer un climat de confiance avec le Führer et le peuple qui le soutient majoritairement, sinon on va dire que nous soutenons une race indéfendable !* ■



Les éditions des Béatitudes viennent de publier un ouvrage¹ dont le but est d'aider de manière pratique les femmes qui ont avorté à sortir du traumatisme post-abortif. C'est une excellente initiative parce qu'il y a assez peu de livres en Français sur le sujet et parce que ce livre est en mesure d'aider réellement.

Il est le fruit de plus de quinze ans d'expérience de deux

directrices de "centres de grossesse" aux États-Unis, dont le travail consiste à accueillir et à aider les femmes enceintes afin de les dissuader d'avorter, et aussi d'aider celles qui ont avorté à retrouver la vie.

Sur les 245 pages que comporte ce livre, 57 sont consacrées à décrire les effets du stress post-avortement, en précisant les symptômes et en ouvrant la voie à la guérison et

au pardon. Car «la femme qui a vécu un avortement fait l'expérience d'un très grand vide. Elle doit bien souvent gérer ce vide dans une grande solitude, sans l'accompagnement dont elle aurait besoin et, bien souvent, elle est dans le déni quant à la perte qu'elle a subie. Elle doit lutter contre une souffrance qui est ancrée au plus profond de son cœur, qu'elle ressent secrètement et dont elle n'ose pas parler. Cette souffrance c'est la perte d'un enfant.»

La plus grande partie du livre détaille ensuite le processus de guérison. Les auteurs discernent huit étapes vers la guérison :

- ◆ Sortir des ténèbres, c'est à dire refuser le déni,
- ◆ Reconnaître ses sentiments et ses vraies pertes,
- ◆ Renoncer aux pactes inconscients,
- ◆ Ouvrir la porte de la culpabilité et de la honte,
- ◆ Enlever le couvercle de la colère,
- ◆ Ne pas rendre les armes devant la dépression,
- ◆ Trouver la liberté dans le pardon,
- ◆ Se réconcilier. Avec soi-même, avec Dieu, l'enfant et les autres.

En effet, la foi seule permet le retour à la réalité, et la dernière partie du livre présente Celui qui permet un nouveau départ dans la vie, une nouvelle espérance, dans la réalité cette fois-ci. ■

1. *Une saison pour guérir*, Luci Freed & Penny Yvonne Salazar, Ed. des Béatitudes, nov. 2006, traduit de *A season to Heal, Help and Hope for Those Working Through Post Abortion Stress*, 1993.

Suite de la page 5

◆ **l'intérêt religieux et idéologique** tient en la promotion de l'humanisme et en sa lutte contre le Christianisme : le catastrophisme climatique accrédite la thèse de toute-puissance de l'homme (il serait capable de chauffer la terre, ou de la refroidir !), au mépris de la Providence et des lois de Dieu. La crédulité de nombre de nos contemporains montre en fait qu'ils partagent cette même mentalité. Comme organisateurs de la campagne, on retrouve les grands-prêtres que sont l'ONU (avec sa "Charte de la Terre" socialiste) et les ONG écologistes. Certaines églises, plutôt que de défendre la vérité, s'alignent sur les thèses alarmistes et s'associent avec ces eugénistes : stupidité ou apostasie ?

L'humanisme conduit toujours à l'eugénisme, qui rassemble aussi des motivations politiques et économiques. Ainsi les organisations eugénistes veulent dépeupler la terre des races qu'elles considèrent comme inférieures. On les entend comparer l'humanité à un cancer qui rongerait la terre : il devient alors moral de l'exterminer ; on est à l'opposé de la vision chrétienne du monde. L'État Chinois vient d'ailleurs de se vanter d'avoir réduit ses "émissions de gaz à effet de serre" grâce à son programme d'extermination des enfants avant la naissance. C'est exactement comme l'Allemagne nazie qui voulait se construire un espace vital en se débarrassant des "sous-hommes".

Que faire

Le marketing de la peur vise à nous asservir à une religion écologiste de la déesse Terre, religion pharisienne et méprisable par excellence : nos défenseurs de la "nature" sont les

plus ardents promoteurs de la contraception chimique tout en refusant l'usage des pesticides des plus utiles, et ils prétendent s'intéresser aux générations futures tout en cherchant à les éliminer par avortement.

Contre l'asservissement, il y a la vérité, elle nous rend libres. Libres de dominer la création afin de la rendre productive, selon le mandat créationnel ; libres de refuser le catastrophisme et les fables imbéciles ; libres de refuser de perdre notre temps à trier les ordures gratuitement ; libres d'utiliser du carburant pour nous chauffer, produire et transporter ; libres de préférer les emballages plastiques ; libres de préférer des investissements dans le développement économique réel plutôt qu'en de luxueuses "énergies renouvelables" prétendument "durables".

La vérité, qu'il faut connaître et faire connaître, c'est que Dieu est aux commandes et qu'il assure la stabilité de sa création (Ps. 19:2-7, Ps. 104:5, 9).

Ce n'est donc pas l'activité humaine qui peut ébranler la terre. Ce qui n'empêche pas Dieu d'infliger la sécheresse et la désertification aux peuples qui le déshonorent. Si le Sahara est devenu un désert au lieu du jardin verdoyant qu'il était, c'est parce que Dieu l'a décidé.

Dieu pourrait bien décider aussi de rendre inhabitables les pays du monde occidental contemporain qui se sont écartés de la foi et qui massacrent des millions d'enfants innocents chaque année : *« lorsqu'ils constateront que tout est ravagé par le soufre, le sel et le feu, que la terre est inculte et improductive au point qu'aucune herbe n'y pousse, qu'elle est ruinée comme Sodome et Gomorrhe, Adma et Tseboïm, ces villes que l'Éternel a détruites dans sa colère ardente, tous ces peuples se de-*

manderont : 'Pourquoi l'Éternel a-t-il ainsi traité ce pays ? Quelle était la cause de cette grande et ardente colère ?' Alors on répondra : 'Cela est arrivé parce qu'ils ont abandonné l'alliance que l'Éternel, le Dieu de leurs ancêtres, avait conclue avec eux' » (Deut. 29:22-25)

Ce ne sont pas les "taxes vertes" qui y changeraient alors quoi que ce soit.

Si nous voulons réellement que nos pays prospèrent, il n'y a qu'une seule voie : le retour à la foi et à l'obéissance à Dieu : *« Si vous obéissez à l'Éternel votre Dieu, voici toutes les bénédictions dont Dieu vous comblera (...) L'Éternel vous comblera de biens (...), il vous accordera de nombreux enfants, multipliera vos troupeaux et vous donnera des récoltes abondantes. L'Éternel ouvrira pour vous son bon trésor céleste pour donner en temps voulu la pluie nécessaire aux terres et pour bénir tout travail que vous accomplirez. »* (Deut. 28:2, 12). ■

Suite de la page 3

dieux veulent juger les motivations, et par là, empêcher la libre expression, surtout celle qui remet en cause les structures de péché. L'Euroland fonctionne en fait selon le modèle soviétique, et devrait s'écrouler de la même manière. Hâtons ce moment.

Le nouveau président français, M. Sarkozy, est favorable à cet empire européen tyrannique. Il est aussi pro-avortement, comme en témoigne la nomination de M. Kouchner, ami de Mme Veil, aux affaires étrangères. Il est, comme lui, un genre de socialiste et n'a pas l'intention de réduire le pouvoir de l'État.

Mais son pragmatisme et son absence de convictions réelles le rendent sensible aux pressions. ■

Le terrorisme à visage humain

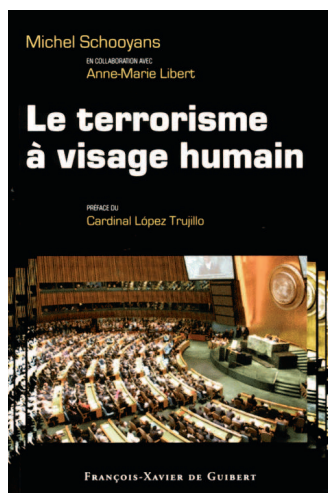
Michel Schooyans, de l'université de Louvain, a toujours produit des analyses remarquables sur les tenants et aboutissants politiques de l'avortement de masse contemporain. Il est devenu Mgr Schooyans, mais cela ne veut pas dire que ses livres ne s'adresseraient qu'à un auditoire catholique. Car son argumentation ne se borne pas à citer des textes romains, mais il cite et étudie les sources, il connaît nos travers contemporains et apporte les conclusions logiques et justes de la civilisation chrétienne.

Nous recommandons notamment le dernier ouvrage qu'il a écrit en collaboration avec Anne-Marie Libert, "Le terrorisme à visage humain", qui reprend et développe sa compréhension très large et précise de la révolution culturelle actuelle, c'est-à-dire de l'emprise de l'idéologie nihiliste que l'on peut qualifier de "culture de mort". Ce livre comporte quatre parties :

- 1 L'action abortive de certains contraceptifs chimiques, une reprise nécessaire,
- 2 La «santé reproductive» et les politiques démographiques,
- 3 L'objection de conscience en matière de santé, le cas des hommes politiques,
- 4 La tactique du salami.

Dans la première partie, l'auteur rappelle que la réalité abortive des contraceptions hormonales était déjà connue dans les années 1960, et retrace la genèse de l'encyclique *Humanae Vitae* de 1968, avec toutes les pressions d'un clan de théologiens libéraux qui voulaient faire avaler la pilule au monde chrétien et qui ont donc travaillé à éviter la question. Il donne ensuite un résumé des connaissances actuelles sur les mécanismes de la contraception chimique, qu'il est impossible de dissocier de l'avortement, puis il appelle à une qualification morale plus cohérente

de la contraception. *Humanae Vitae* s'était concentrée sur la morale conjugale. Michel Schooyans plaide d'une manière très forte pour que les Chrétiens prennent aussi en compte la violation du commandement «tu ne commettras pas de meurtre» du fait du caractère abortif des contraceptions.



Dans la seconde partie, l'auteur présente les documents de l'OMS qui ont inventé la notion de "santé reproductive" dans le but de mettre en place un contrôle démographique des pays pauvres en y introduisant la contraception et l'avortement, et en y changeant les lois et les mentalités, notamment par le noyautage des groupes religieux. Il démonte ensuite les raisonnements vicieux ainsi

que la "novlangue" utilisés, avant de conclure sur la vision du monde tordue (anti-familiale, eugéniste et anti-chrétienne) que cela recouvre.

La troisième partie est une réflexion sur le droit et sa philosophie, face aux perversions contemporaines de la loi, qui, au lieu de punir le crime, le bénit. Mgr Schooyans appelle à l'application de sanctions comme l'excommunication contre les hommes politiques responsables de telles perversions.

Ils ont une obligation d'objection de conscience, au même titre que les professions médicales. Car «au nom du pluralisme, trop de chrétiens se laissent dépouiller de leur propre morale, au point d'adhérer à une conception perverse de la démocratie. Dans ce monde où le droit à la vie ne tient qu'à un fil appelé *consensus*, le chrétien doit apparaître, sur cette question cruciale, à la fois comme un signe de division et d'espérance.»

La quatrième partie détaille la tactique

employée par l'ONU pour corrompre les sociétés. Comme pour le salami, elle procède par de fines tranches de compromissions jusqu'à ce que tout son endocritisme soit avalé et contamine la société. C'est une tactique d'origine communiste dont Mgr Schooyans raconte l'application à huit pays en développement, dont le Brésil qu'il connaît particulièrement bien. Ainsi la «conception onusienne de la santé reproductive, avec tous ses thèmes connexes, s'infiltré dans toutes les ramifications des organisations religieuses, comme la maladie s'insinue dans le système nerveux, le système lymphatique ou la circulation sanguine. L'infiltration que l'on observe dans les institutions chrétiennes caritatives et hospitalières s'observe également dans les institutions éducatives», notamment par l'introduction dans les programmes de thèmes comme la "santé reproductive" ou l'idéologie du "genre".

Pour conclure, Mgr Schooyans met en garde les Chrétiens contre le rôle d'«innocents utiles» (ou d'idiots utiles selon Lénine) qu'ils sont tentés de jouer en faisant alliance et en collaborant avec des mouvements qui ne respectent ni la vie ni la famille, par avidité de subventions et de notoriété. «Ces alliances se nouent avec des gens en blouses blanches ou en cols blancs qui, sous couvert d'aide, de compassion, de nouveaux droits, font régner la terreur dans les laboratoires, les cliniques, les hôpitaux, les parlements, les ministères, les organisations internationales.» Car ce terrorisme doux n'utilise plus les explosifs. Il utilise des "bombes" à deux étages. Le premier étage consiste à trafiquer le langage par la corruption. Le second étage répand une violence sournoise, admise par (presque) tous, exigée par l'opinion publique, votée, subventionnée et célébrée. Une violence contre les plus faibles, ceux qui sont sans voix.

La résistance à cette idéologie nihiliste est possible et nécessaire, par la foi et avec courage. ■



M., Mme, Mlle :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Année de naissance :
Profession :
Tél. / fax : email :
Date et signature :

☒ → Talon à renvoyer à **La Trêve de Dieu**,
BP 167, 92805 Puteaux CEDEX

BU0701

Déclare adhérer à **La Trêve de Dieu**,
(adhérent : 8€, membre actif : 20€,
bienfaiteur à partir de 150€)

Soutiens l'association : don€

Veux agir dans un projet pratique et utile

Chèques à l'ordre de **La Trêve de Dieu**.

Nota : 66% de vos dons sont déductibles de votre impôt sur le revenu dans la limite d'un total de dons de 20% de votre revenu imposable. Un reçu fiscal vous sera envoyé automatiquement avant la date de remise des déclarations de revenus de l'année.